



CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY

DIRECTION DES ACHATS DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE

## APPEL D'OFFRES OUVERT













### **FOURNITURE D'ARGON 300 BAR BOUTEILLES B50 ET D'UNE CENTRALE DE DISTRIBUTION 3 SOURCES**

---

Cahier des Clauses Administratives Particulières

**CCAP AO\_2025\_205**

---

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	<p>Accord-cadre à bons de commandes mono-attributaire de fournitures</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture d'Argon 300 bar bouteilles B50 et d'une centrale de distribution 3 sources</p>
	<p>Acheteur :</p> <p>CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny 54000 - NANCY</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations environnementales.</p>
	<p>L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offres ouvert, en application des articles R2124-1, R2124-2 et R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	<p>CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY, 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 54000 NANCY</p>
	<p>L'accord-cadre est divisé en 2 lots.</p>
	<p>La durée de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>La forme du prix de chaque lot est définie au sein du présent document.</p>
	<p>L'accord-cadre est révisable.</p>
	<p>Prestations similaires :</p> <p>Le présent document indique, pour chaque lot, la possibilité ou non de recourir à des prestations similaires.</p>
	<p>L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.</p>

## SOMMAIRE

<b>PARTIE 1.</b>	<b>PRÉAMBULE.....</b>	<b>5</b>
<b>PARTIE 2.</b>	<b>DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....</b>	<b>6</b>
ARTICLE 1.	PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE .....	6
ARTICLE 2.	PRÉSENTATION DU CONTRAT .....	7
2.1.	OBJET DU CONTRAT .....	7
2.2.	ÉTABLISSEMENT(S) BÉNÉFICIAIRE(S) DU CONTRAT .....	7
2.3.	DIVISION EN LOTS .....	7
2.4.	PRESTATIONS SUPPLÉMENTAIRES ÉVENTUELLES FACULTATIVES (PSEF) .....	8
2.5.	FORME DU CONTRAT .....	8
2.6.	DURÉE DU CONTRAT .....	8
ARTICLE 3.	NOMENCLATURES ASSOCIÉES À L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC.....	9
3.1.	NCHFS : NOMENCLATURE DES CATÉGORIES HOMOGÈNES DES FOURNITURES ET SERVICES.....	9
3.2.	CPV : CLASSIFICATION PRINCIPALE CONFORMES AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHÉS EUROPÉENS .....	9
ARTICLE 4.	PROCÉDURE DE PASSATION.....	9
ARTICLE 5.	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	9
ARTICLE 6.	PARTIES CONTRACTANTES.....	10
6.1.	REPRÉSENTANT DE L'ACHETEUR.....	10
6.2.	TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC.....	10
6.3.	SOUS-TRAITANCE .....	10
6.4.	GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES .....	10
<b>PARTIE 3.</b>	<b>ENGAGEMENTS DES PARTIES .....</b>	<b>11</b>
ARTICLE 7.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE .....	11
7.1.	MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE.....	11
7.2.	DOCUMENTS EN LANGUE FRANÇAISE .....	11
7.3.	MONNAIE DE COMPTE .....	11
7.4.	CONFORMITÉ DES PRESTATIONS.....	11
7.5.	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ.....	12
7.6.	CONTINUITÉ D'EXÉCUTION .....	12
ARTICLE 8.	OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE.....	13
ARTICLE 9.	OBLIGATION DE COLLABORATION.....	13
ARTICLE 10.	RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES.....	13
ARTICLE 11.	TRAITEMENT DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL .....	13
11.1.	FINALITÉS.....	14
11.2.	CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES .....	14
11.3.	DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES.....	14
11.4.	TRANSFERTS DE DONNÉES.....	14
11.5.	SÉCURISATION DES DONNÉES .....	15
11.6.	CONSERVATION DES DONNÉES.....	15
ARTICLE 12.	MATÉRIOVIGILANCE .....	15
ARTICLE 13.	MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION .....	15
13.1.	À L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR .....	15
13.2.	À L'INITIATIVE DU TITULAIRE.....	15
<b>PARTIE 4.</b>	<b>PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT .....</b>	<b>16</b>
ARTICLE 14.	CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE.....	16
14.1.	MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX.....	16
14.2.	DÉTERMINATION DES PRIX.....	16
14.3.	APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE .....	16
14.4.	PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE PRIX.....	16
14.5.	VARIATION DES PRIX .....	16

14.6.	OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELLE.....	18
ARTICLE 15.	MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT.....	19
15.1.	FACTURATION ELECTRONIQUE – PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	19
15.2.	MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES.....	20
15.2.1.	PAIEMENT – PRINCIPES GÉNÉRAUX.....	20
15.2.2.	DEMANDE DE PAIEMENT.....	20
15.3.	CESSION DE CRÉANCE.....	20
15.4.	DÉLAI DE PAIEMENT.....	20
15.5.	ESCOMPTE(S) CONSENTI(S).....	21
ARTICLE 16.	AVANCE.....	21
ARTICLE 17.	RETENUE DE GARANTIE.....	21
<b>PARTIE 5.</b>	<b>MODALITÉS D'EXÉCUTION.....</b>	<b>22</b>
ARTICLE 18.	MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES.....	22
ARTICLE 19.	PASSATION DES COMMANDES.....	22
19.1.	ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE.....	22
19.2.	LIVRAISON DES BOUTEILLES.....	23
19.3.	DEPANNAGES.....	23
19.4.	RUPTURE/VIGILANCE/RETRAIT.....	24
ARTICLE 20.	EXÉCUTION DES PRESTATIONS.....	24
ARTICLE 21.	DÉVELOPPEMENT DURABLE.....	24
ARTICLE 22.	RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES.....	25
22.1.	RESPONSABILITÉ.....	25
22.2.	ASSURANCES.....	25
<b>PARTIE 6.</b>	<b>VERIFICATION DES PRESTATIONS, GARANTIE.....</b>	<b>26</b>
ARTICLE 23.	RÉCEPTION, VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES OU EQUIPEMENTS.....	26
23.1.	RECEPTION DES BOUTEILLES.....	26
23.2.	LIVRAISON, RECEPTION DE FOURNITURES ET INSTALLATIONS.....	26
ARTICLE 24.	GARANTIE.....	26
<b>PARTIE 7.</b>	<b>DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION.....</b>	<b>27</b>
ARTICLE 25.	PÉNALITÉS ET PRIMES.....	27
ARTICLE 26.	DISPOSITIONS APPLICABLES EN L'ABSENCE DE LIVRAISON.....	28
ARTICLE 27.	DISPOSITIONS APPLICABLES EN FIN DE CONTRAT.....	29
ARTICLE 28.	DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'ARRÊT DE COMMERCIALISATION.....	29
ARTICLE 29.	CAS DE RÉSILIATION.....	29
ARTICLE 30.	EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE.....	30
ARTICLE 31.	DIFFÉRENTS ET LITIGES.....	30
31.1.	MÉDIATEUR INTERNE.....	30
31.2.	TRIBUNAL COMPÉTENT.....	31
<b>PARTIE 8.</b>	<b>DÉROGATIONS AU CCAG.....</b>	<b>32</b>

## PARTIE 1. PRÉAMBULE

---

### **Législation applicable**

Cet accord-cadre est conclu en application du Code de la commande publique et de l'Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services.

Le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE est d'application.

Les documents ainsi listés, non joints au dossier, sont réputés comme connus des fournisseurs.

Ils peuvent être retirés sur le site de la Direction des affaires Juridiques :  
<https://www.economie.gouv.fr/daj/commande-publique>

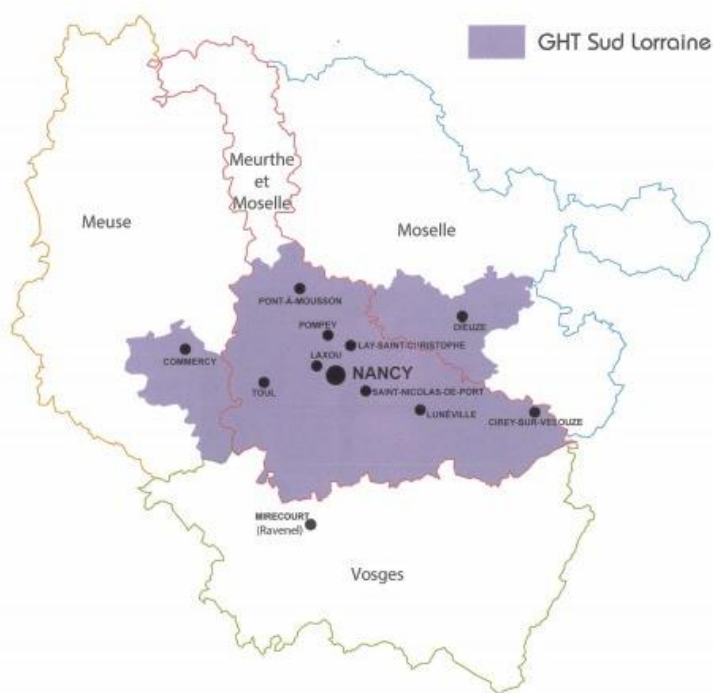
## PARTIE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES

### ARTICLE 1. PRÉSENTATION DU GHT HOPITAUX SUD LORRAINE

Le Groupement Hospitalier de Territoire (GHT) Hôpitaux Sud Lorraine (aussi dénommé GHT 7) a été créé, en application de la Loi 2016-41 du 26 janvier 2016 de modernisation du système de santé ayant pour objectif la mise en place d'un dispositif obligatoire de coopération et de mutualisation entre les établissements publics de santé.

Les 11 établissements membres du GHT Hôpitaux Sud Lorraine sont :

- Le Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy
- Le Centre Hospitalier de Commercy
- Le Centre Hospitalier de Dieuze
- Le Centre Hospitalier de Pompey
- Le Centre Hospitalier de Pont-à-Mousson
- Le Centre Hospitalier de Toul
- Le Groupement Hospitalier de l'Est Meurthe-et-Moselle regroupant :
  - le CH de Lunéville
  - le CH de Saint-Nicolas-de-Port
  - le CH 3H Santé
- L'établissement public en santé mentale de Nancy à Laxou
- L'établissement public en santé mentale de Ravenel à Mirecourt



**Le CHRU de Nancy, désigné établissement support, assure, depuis le 1er janvier 2018, la responsabilité de la fonction achat pour le compte des établissements parties du GHT.**

Il devient à ce titre pouvoir adjudicateur unique pour l'ensemble des établissements parties au GHT.

Conformément à l'article R 6132-16 du Code de Santé Publique, la fonction achat comprend les missions suivantes :

- L'élaboration de la politique et des stratégies d'achat de l'ensemble des domaines d'achat en exploitation et en investissement ;
- La planification et la passation des marchés publics conformément aux dispositions du code de la commande publique ;
- Le contrôle de gestion des achats.

Les établissements parties assurent, pour ce qui les concerne, l'exécution des marchés publics (émission des bons de commande ou ordres de services, vérification et admission des prestations, application des pénalités, règlement des factures...).

## ARTICLE 2. PRÉSENTATION DU CONTRAT

---

### 2.1. OBJET DU CONTRAT

Le contrat a pour objet **la fourniture de fluides médicaux Argon 300 bar bouteilles B50 et d'une centrale de distribution 3 sources.**

Le descriptif technique des prestations attendues est détaillé dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP).

### 2.2. ÉTABLISSEMENT(S) BÉNÉFICIAIRE(S) DU CONTRAT

L'(les) établissement(s) bénéficiaire(s) du présent contrat est (sont) :

CENTRE HOSPITALIER REGIONAL UNIVERSITAIRE DE NANCY, 29 avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny, 54000 NANCY

### 2.3. DIVISION EN LOTS

Le marché est alloté comme suit:

- **Lot n° 1: Fourniture de bouteilles d'Argon 300 bar B50**
  - **Sous-lot 1 : Bouteille Argon 300 bar B50**
  - **Sous-lot 2 : Location journalière bouteille (14 en stock permanent par jour)**
- **Lot n° 2: Location mensuelle d'une centrale de distribution 3 sources (6x2+2) avec basculement automatique de la 1<sup>ère</sup> source sur la 2<sup>ème</sup> source puis basculement automatique sur la 3<sup>ème</sup> source**
- **PSEF 1 : Télésurveillance mensuelle**

Lot	Sous -lot	Libellé du lot	Quantité annuelle prévisionnelle
1		Fourniture de bouteilles d'Argon 300 Bar B50	
	1	Bouteille Argon 300 Bar B50	40
	2	Location journalière bouteille (14 en stock permanent par jour)	5110
2		Location mensuelle d'1 centrale de distribution 3 sources (6x2+2)	12
PSEF 1		Télésurveillance mensuelle	12

L'attribution se fera lot par lot pour la totalité des articles composant le lot.

## 2.4. PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES FACULTATIVES (PSEF)

Les candidats pourront formuler une offre pour la prestation supplémentaire éventuelle facultative définie à l'article 2.9 du Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

Le pouvoir adjudicateur choisira souverainement de retenir ou non la prestation supplémentaire éventuelle proposée, dans sa décision d'attribution du marché.

Si retenue à la notification, cette PSEF est mobilisée sur demande du CHRU de Nancy.

## 2.5. FORME DU CONTRAT

Le contrat est établi en application des articles R. 2162-2, R. 2162-4, R. 2162-5, R. 2162-6, R. 2162-13 et R. 2162-14 du code de la commande publique sous la forme d'un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire

Lots	Montant minimum de commande sur la durée du marché	Montant maximum de commande sur la durée du marché
Lot n° 1	Sans	180.000,00 € HT
Lot n° 2	Sans	80.000,00 € HT

Les montants maximums de l'accord-cadre correspondent à un maximum de dépenses. Il est à noter que le titulaire du marché ne pourra élever aucune réclamation s'ils ne sont pas atteints.

Le pouvoir adjudicateur n'est pas tenu de garantir dès le départ un minimum de dépenses aux opérateurs retenus et peut ainsi effectuer des achats à caractère répétitif dans la limite des montants ci-dessus indiqués.

Les quantités estimatives indiquées dans le DQE servent de base à l'analyse des offres. Elles ne sont donc pas contractuelles.

## 2.6. DURÉE DU CONTRAT

**Pour l'ensemble des lots**

Durée :

L'accord-cadre est conclu pour une période initiale de 12 mois.



Il est exécutoire à compter de la date de sa notification.

#### Reconduction :

L'accord-cadre est reconductible tacitement, il comprend 3 reconductions. La durée de chaque période de reconduction est de 12 mois.

Reconduction 1 : 01/09/2026 au 31/08/2027

Reconduction 2 : 01/09/2027 au 31/08/2028

Reconduction 3 : 01/09/2028 au 31/08/2029

A l'issue de la dernière reconduction, plus aucune nouvelle commande ne pourra être réalisée en exécution de cet accord-cadre.

Si l'acheteur ne souhaite pas reconduire l'accord-cadre, il doit prendre une décision expresse de non-reconduction, qu'il notifie au titulaire au plus tard 30 jours calendaires avant la date d'échéance de l'accord-cadre initial ou d'une reconduction ultérieure.

Le titulaire ne peut s'opposer à la non-reconduction de l'accord-cadre.

### **ARTICLE 3. NOMENCLATURES ASSOCIÉES A L'OBJET DU MARCHÉ PUBLIC**

#### **3.1. NCHFS : NOMENCLATURE DES CATÉGORIES HOMOGÈNES DES FOURNITURES ET SERVICES**

18.351	GAZ ET FLUIDES MEDICAUX
--------	-------------------------

#### **3.2. CPV : CLASSIFICATION PRINCIPALE CONFORMES AU VOCABULAIRE COMMUN DES MARCHÉS EUROPÉENS**

Le code CPV principal de l'accord-cadre est le suivant : 24111100-6 - Argon

### **ARTICLE 4. PROCÉDURE DE PASSATION**

Conformément aux articles R. 2124-2 et R. 2161-2 à R. 2161-5 du code de la commande publique, le marché est passé par appel d'offres ouvert.

### **ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG fournitures courantes et services, les documents contractuels prévalent dans l'ordre de priorité ci-dessous.

- L'acte d'engagement (AE)
- Le Bordereau des Prix Unitaires (BPU)
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés de Fournitures courantes et services (CCAG FCS) (\*)
- L'offre technique du titulaire (FT)

(\*) Ces documents sont des documents généraux que le titulaire peut se procurer sur le site internet de la Direction des Affaires Juridiques du Ministère chargé de l'économie.

L'original des autres documents est conservé dans les archives du Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy.

Les mentions qui pourraient apparaître sur des documents présents dans l'offre du candidat (devis, offre commerciales, CGV ...) et qui seraient contradictoires avec les documents du DCE seront considérées comme nulles.

## **ARTICLE 6. PARTIES CONTRACTANTES**

---

### **6.1. REPRESENTANT DE L'ACHETEUR**

Le représentant légal de la personne publique " Centre Hospitalier Régional Universitaire de Nancy "est le représentant du pouvoir adjudicateur. Il s'agit de Monsieur le Directeur Général du CHRU de Nancy, qui est par conséquent habilité à effectuer les actes dévolus au pouvoir adjudicateur par application du code de la commande publique. Il peut déléguer sa compétence.

### **6.2. TITULAIRE DU MARCHÉ PUBLIC**

Le titulaire du marché public est le fournisseur ou prestataire de service qui conclut le marché avec la personne publique.

Le domicile du titulaire du marché public est indiqué à l'acte d'engagement. En l'absence d'indication, il est réputé faire élection de domicile en la Mairie de Nancy.

### **6.3. SOUS-TRAITANCE**

La sous-traitance n'est pas admise pour l'exécution de cet accord-cadre.

### **6.4. GROUPEMENT D'OPÉRATEURS ÉCONOMIQUES**

En cas de groupement d'entreprises, la composition du groupement et son mandataire auront été impérativement présentés lors de la remise de l'offre et ne pourront être modifiés après la signature du marché, sauf dans les cas prévus à l'article R. 2142-26 du code de la commande publique.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est conjoint, chaque membre du groupement s'engage à exécuter les prestations qui sont susceptibles de lui être attribuées dans l'accord-cadre. Chaque membre du groupement est rémunéré sur son compte, pour la part des prestations qu'il a réalisé.

Si le groupement titulaire de l'accord-cadre est solidaire, chacun des opérateurs économiques membres du groupement est engagé financièrement pour la totalité de l'accord-cadre. Le paiement se réalise sur un compte au nom du groupement.

### **ARTICLE 7. OBLIGATIONS DU TITULAIRE**

---

Le titulaire a l'obligation de répondre à toute demande effectuée par bons de commande d'un bénéficiaire.

#### **7.1. MODIFICATIONS PORTANT SUR LA SITUATION JURIDIQUE OU ÉCONOMIQUE DU TITULAIRE**

Le titulaire est tenu de notifier au bénéficiaire dans les plus brefs délais les modifications le concernant, survenant au cours de l'exécution du présent accord-cadre et qui se rapportent notamment :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager le titulaire ;
- À la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- À la raison sociale du titulaire ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège ;
- Aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

Et de façon générale, à toutes les modifications importantes de fonctionnement du titulaire pouvant influencer sur le déroulement du marché.

#### **7.2. DOCUMENTS EN LANGUE FRANCAISE**

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou mode d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

#### **7.3. MONNAIE DE COMPTE**

La monnaie de compte du présent accord-cadre est l'Euro.

Si le titulaire est établi dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il facturera ses prestations hors TVA et aura droit à ce que l'administration lui communique un numéro d'identification fiscal.

#### **7.4. CONFORMITÉ DES PRESTATIONS**

Les indications portées sur les bons de commande s'imposent au titulaire. Toute prestation non conforme au bon de commande et aux cahiers des clauses particulières sera systématiquement refusée, sauf accord préalable du représentant de l'établissement ayant autorité. La livraison devra respecter les conditions de stockages inhérents aux produits (sécurité, chaleur, humidité...)

Les fournitures et prestations seront conformes aux spécifications techniques décrites dans l'offre du titulaire. Celui-ci s'engage à ce que l'ensemble de ses prestations soient de qualité similaire pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre.

Tout au long de l'exécution et pour l'ensemble des prestations de l'accord-cadre, le Titulaire s'assure qu'il exécute les prestations en conformité avec tous les éléments règlementaires et législatifs en lien avec les prestations faisant objet de l'accord-cadre et décrites dans le CCTP, circulaires, lois, décrets, ordonnances, directives, arrêtés, codifiés ou non, normes, AMM, cette liste est non limitative ni exhaustive. Ce principe

s'applique également aux textes constituant les Règles de l'Art de la profession employées dans les prestations faisant objet de l'accord-cadre.

Le Titulaire vérifie notamment que la conformité des éléments dont il dispose sont valides pendant toute la durée de l'accord-cadre. Le CHRU de Nancy peut adresser une demande consistant à ce que le Titulaire atteste sur son honneur, ou par tout autre moyen, d'être en conformité avec les exigences attendues et citées ci-dessus. Le CHRU de Nancy adresse sa demande par mail, le Titulaire répond dans un délai inférieur à un mois. En cas de retard, des pénalités lui sont applicables. Dans le cas où le Titulaire est incapable d'attester, de certifier de la validité de sa conformité aux textes cités plus haut, il s'expose au risque d'une résiliation aux torts.

En cas de non-conformité qualitative, la responsabilité du fournisseur sera alors engagée. Il sera mis en demeure, par tous moyens appropriés :

- de remplacer à ses frais la fourniture non conforme dans les délais les plus brefs ;
- de supporter les éventuels frais de réparations, mise à disposition d'un matériel de remplacement – voire remplacement du matériel, consécutifs à un dommage ou à la non-conformité du produit occasionnerait une détérioration directement imputable dans les conditions de fonctionnement normal de l'appareil.

Les pénalités de non-conformité seront appliquées, telles que prévues au présent CCAP.

## **7.5. OBLIGATION DE CONFIDENTIALITÉ**

Le titulaire et l'acheteur qui, à l'occasion de l'exécution du marché, ont connaissance d'informations ou reçoivent communication de documents ou d'éléments de toute nature, présentant un caractère confidentiel, sont tenus de prendre toutes mesures nécessaires, afin d'éviter que ces informations, ne soient divulguées à un tiers qui n'a pas à en connaître. Une partie ne peut demander la confidentialité d'informations, de documents ou d'éléments qu'elle a elle-même rendus publics.

## **7.6. CONTINUITÉ D'EXÉCUTION**

Le titulaire est tenu d'assurer une continuité de service pour l'exécution des prestations prévues par le marché, dans les conditions fixées par le CCTP. Il en répond par la mise en œuvre de moyens humains et matériels et d'une organisation adéquats.

En cas de refus par le titulaire d'exécuter un bon de commande émis dans les conditions et dans le délai de prévenance prévues par le marché, et sauf cas de force majeure, le pouvoir adjudicateur se réserve le droit de confier à un tiers la charge de la prestation aux frais et risques du titulaire.

Les sommes dues à ce titre, telles que prévues au présent CCAP, seront recouvrées par le pouvoir adjudicateur par tous les moyens de droit, sauf lorsque leur montant pourra être retenu sur les factures mensuelles restant dues.

Sont considérés comme cas de force majeure, les événements extérieurs non prévisibles, mettant l'opérateur dans l'impossibilité de remplir ses engagements (ex : catastrophe naturelle, émeutes, ...). Le fait de grève du personnel du titulaire ne pourra être considéré comme cas de force majeure.

Au cas où la prestation devrait être modifiée pour l'un de ces cas, les deux parties se concerteraient pour convenir des mesures à prendre. Les mesures nécessaires ne pourraient être prises qu'après agrément écrit.

## ARTICLE 8. OBLIGATIONS DU BÉNÉFICIAIRE

---

Le bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'Offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Le bénéficiaire s'engage à désigner les interlocuteurs privilégiés du titulaire dès la notification de l'accord-cadre.

Une fois l'accord-cadre mis à disposition, le bénéficiaire garantit l'exclusivité au titulaire.

## ARTICLE 9. OBLIGATION DE COLLABORATION

---

Le bénéficiaire et le titulaire s'engagent mutuellement à s'alerter dans les meilleurs délais en cas de difficulté constatée afin que soit mise en place une solution adaptée.

À la demande du bénéficiaire ou du titulaire des réunions dans les locaux du pouvoir adjudicateur sont organisées, traitant notamment de la mise en place de la solution, de l'avancement et suivi des prestations ou des difficultés rencontrées au cours de l'exécution du présent contrat.

## ARTICLE 10. RELATIONS FOURNISSEURS ET ACHATS RESPONSABLES

---

Le GHT Hôpitaux Sud Lorraine est signataire depuis octobre 2021 de la charte « Relations fournisseurs et Achats Responsables » (« charte RFAR ») organisée par la Médiation des Entreprises et le Conseil National des Achats (CNA). En poursuivant cette dynamique, le CHRU de Nancy, établissement support du GHT, a été labélisé RFAR en novembre 2022.

Aussi, il souhaite mettre en œuvre autant que possible les exigences de la norme ISO 20400 Achats Responsables dans ses achats.

Afin d'encourager et harmoniser ces bonnes pratiques, le GHT Hôpitaux Sud Lorraine invite le titulaire du marché public, à prendre connaissance des principes et exigences de la charte RFAR et du parcours RFAR promu par la Médiation des Entreprises et le CNA.

Le titulaire s'engage à informer le CHRU de Nancy de toute démarche entreprise par lui ou par ses sous-traitants en la matière, notamment en cas de signature de la charte RFAR, d'attribution du label RFAR, ou de mesures prises pour intégrer les recommandations d'autres normes ou labels, tels que la norme ISO 20400 « Achats Responsables – ligne directrice », dans ses processus internes.

La Médiation des Entreprises – en association avec le CNA - pourra accompagner le titulaire et/ou ses sous-traitants dans cette démarche. Pour toute information : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/label-relations-fournisseurs-et-achats-responsables>

## ARTICLE 11. TRAITEMENT DES DONNÉES A CARACTÈRE PERSONNEL

---

L'(les) établissement(s) bénéficiaire(s) du marché, tel(s) qu'identifié(s) dans le présent CCAP, s'engage(nt) à se conformer aux réglementations applicables en matière de protection des données, et, en particulier le Règlement (UE) 2016/79 du parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (Règlement Général sur la Protection des Données – RGPD), et modifiant la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés (dite Loi Informatique et Libertés - LIL), conformément aux termes et conditions suivantes.

Le titulaire du marché est considéré comme responsable de traitement indépendant, pour le traitement des données à caractère personnel du (des) établissement(s) bénéficiaire(s) dans le cadre de la gestion des relations contractuelles et commerciales. Ainsi, le titulaire veillera à son obligation d'information des personnes concernées de l'établissement par courriel.

### **11.1. FINALITÉS**

Les finalités du traitement de données à caractère personnel objet de ce contrat sont :

- Exécuter les missions et le marché, en ce qui concerne les traitements destinés à réaliser les opérations relatives au suivi de la relation contractuelle (contrat, services, factures, comptabilité) entre l'établissement bénéficiaire et le titulaire du marché.
- Respecter les obligations légales applicables à l'établissement bénéficiaire et au titulaire, en ce concerne le traitement à des fins de facturation et de comptabilité ou la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées

Base légale du traitement des données : exécution d'un contrat, intérêt légitime et obligations légales.

L'établissement bénéficiaire s'engage à ne pas utiliser ces données à d'autres fins que celles pour lesquelles elles ont été collectées.

### **11.2. CARACTÉRISTIQUES DES DONNÉES TRAITÉES**

L'établissement bénéficiaire traite, dans le cadre de la gestion des contrats, des informations nominatives telles que : les noms, prénoms et coordonnées professionnelles de ses correspondants, ou encore une liste nominative de travailleurs étrangers soumis à l'autorisation de travail.

### **11.3. DROITS DES PERSONNES CONCERNÉES**

Les personnes concernées pourront exercer leurs droits octroyés par le RGPD et la LIL : accès, rectification, suppression, etc. de leurs données recueillies dans le cadre de ce contrat, auprès du délégué à la protection des données (DPO) de l'établissement support du GHT Hôpitaux Sud Lorraine via l'adresse électronique suivante : [dpo@chru-nancy.fr](mailto:dpo@chru-nancy.fr)

Si elles estiment, après l'avoir contacté, que leurs droits ne sont pas respectés, la Commission Nationale de l'Informatique et des Libertés - CNIL (autorité française de contrôle des données à caractère personnel) pourra recueillir leur réclamation (plainte), sur son site internet : <https://www.cnil.fr/fr/webform/adresser-une-plainte>.

### **11.4. TRANSFERTS DE DONNÉES**

L'établissement bénéficiaire est susceptible de communiquer, de façon ponctuelle, des données à caractère personnel du titulaire en lien avec les finalités décrites dans le présent contrat. Ainsi, il peut mettre ces données à disposition de :

- Sociétés tierces fournisseurs des services : Conseillers juridiques, auditeurs, etc.
- Comité d'éthiques et autorités gouvernementales,
- Autres tiers sur ordonnance d'un tribunal, ou requis par un processus juridique ou légal.

En cas de recours à des prestataires de service ayant accès à des données à caractère personnel, l'établissement bénéficiaire exige de ces prestataires de service :

- qu'ils prennent toutes les mesures adéquates pour préserver la confidentialité et garantir la sécurité de ces données,
- qu'ils les traitent conformément au présent contrat, sans les utiliser à d'autres fins.

## **11.5. SÉCURISATION DES DONNÉES**

L'établissement bénéficiaire prendra les mesures de sécurité techniques et organisationnelles appropriées afin de protéger les données à caractère personnel du titulaire du marché, conformément à la législation applicable en matière de sécurité et de confidentialité des données.

## **11.6. CONSERVATION DES DONNÉES**

A la fin du marché, si la prestation n'est pas reconduite, l'établissement bénéficiaire s'engage à archiver les données et à les conserver conformément aux réglementations en vigueur, et au maximum 10 ans.

## **ARTICLE 12. MATÉRIOVIGILANCE**

---

Sont à la charge du titulaire, toute modification du matériel pour des motifs de sécurité ou de matériovigilance et dont l'origine est imputable à un défaut de conception, à un vice caché ou à une non-conformité du matériel à des textes réglementaires en vigueur à la date de la commande, intervenant après la date de commande et pendant une durée de 5 ans.

Le titulaire précise les noms et coordonnées de son correspondant de matériovigilance dans un document dédié joint à l'offre et s'engage à respecter les obligations liées, selon le décret 96-32 du 15 janvier 1996.

L'établissement se réserve le droit de ne pas honorer ses engagements quantitatifs sur un ou plusieurs lots en cas d'un ou plusieurs incidents de matériovigilance reconnus et argumentés au niveau national, soit par l'ANSM, soit par des collèges experts ou sociétés savantes.

## **ARTICLE 13. MODIFICATION DES PRESTATIONS EN COURS D'EXÉCUTION**

---

### **13.1. À L'INITIATIVE DU POUVOIR ADJUDICATEUR**

Tous les produits proposés devront être conformes aux réglementations en vigueur, notamment à celles concernant la sécurité des personnels. Ils devront pouvoir s'adapter facilement, sans coût supplémentaire, à toute modification des règlements à venir.

Les conditions d'exécution de l'accord-cadre pourront ainsi être modifiées par voie d'avenant pour acter l'évolution de la réglementation en vigueur ou des données de matériovigilance.

### **13.2. À L'INITIATIVE DU TITULAIRE**

Toute opération de substitution doit impérativement recueillir l'accord préalable écrit du pouvoir adjudicateur afin d'éviter une remise en cause de l'accord-cadre.

- Évolution technologique des prestations pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre : Le titulaire pourra proposer de substituer totalement ou partiellement une nouvelle prestation à l'ancienne, et ce, aux mêmes conditions tarifaires que celles retenues dans le cadre de l'accord-cadre initial.

- Problème temporaire d'approvisionnement pendant la durée de l'accord-cadre : cf article "DISPOSITIONS APPLICABLES EN L'ABSENCE DE LIVRAISON" du présent document. Ces dispositions s'appliquent sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de résilier le marché public (ou le lot concerné), sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

- Arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre : cf article "DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'ARRÊT DE COMMERCIALISATION" du présent document.

### **ARTICLE 14. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE**

---

#### **14.1. MODALITÉS DE FIXATION DES PRIX**

La rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires HT mentionnés dans l'offre pour lesquels le titulaire s'est vu notifier le présent accord-cadre.

Les prix sont appliqués aux quantités réellement exécutées.

#### **14.2. DÉTERMINATION DES PRIX**

Les prix de référence de l'accord-cadre sont réputés comprendre l'ensemble des charges fiscales, parafiscales ou autres frappant la prestation, ainsi que tous les frais afférents à l'exécution de l'accord-cadre telle que décrite aux CCAP et CCTP : frais afférents notamment au conditionnement, à l'emballage, à la manutention, au stockage, au transport et à l'assurance jusqu'au lieu de livraison, à la dépose du matériel en place et à l'installation des équipements, ainsi qu'à la formation des utilisateurs et techniciens, aux déplacements et à la main d'œuvre mise en œuvre.

Les prix comprennent également les prestations d'inventaire et de formation à l'utilisation de la bouteille.

#### **14.3. APPLICATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTÉE**

Il sera fait application des taux de TVA en vigueur au jour de l'exécution de la prestation, sauf disposition réglementaire contraire.

#### **14.4. PRÉSENTATION DE L'OFFRE DE PRIX**

Le candidat établira donc son offre de prix en précisant :

- La référence de l'article ;
- Le prix unitaire HT public de la fourniture selon l'unité de mesure précisée en regard du lot ;
- Le prix unitaire HT public de location des bouteilles ;
- Le taux de remise consenti ;
- Le prix unitaire HT remisé ;
- Le taux de TVA applicable ;
- Le montant total HT ;
- Le montant total TTC ;
- Le prix unitaire hors taxe des prestations de livraison ;
- Le prix unitaire hors taxe des prestations de livraison liées à une livraison non programmée, non urgent
- Le prix unitaire hors taxe des prestations de livraison liées à un dépannage urgent ;
- Le prix unitaire hors taxe de facturation pour conditionnement égaré

Le Titulaire est tenu de préciser les prestations incluses dans ses prix.

Pour la facturation, seul l'inventaire contradictoire établi entre le CHRU de Nancy et le Titulaire, avant tout début d'exécution, fait foi.

#### **14.5. VARIATION DES PRIX**

La révision des prix est applicable périodiquement de la manière suivante :



Les prix unitaires HT de référence de l'accord-cadre sont fermes pour la première période d'exécution et sont révisables au début de chaque période de reconduction, sur la base de formules paramétriques.

Les prix fixés dans l'accord-cadre, lorsqu'ils sont révisés le sont en appliquant les formules décrites plus bas dans ce présent article, selon les modalités ci-dessous. Toutes les demandes de révision de prix ne respectant pas ces points sont refusées. Les prix révisés sont alors réputés maintenus et l'accord-cadre est exécuté aux mêmes conditions tarifaires.

Une seule révision de prix par année d'exécution de contrat est autorisée.

La révision de prix s'applique par lot.

#### **Formule de révision concernant les fournitures de gaz :**

$$P = P_0 \times (0,3 + 0,5 \times (ICHT-IME/ICHT-IME_0) + 0,2 \times (MIG EBIQ/ MIG EBIQ_0))$$

##### **Dans laquelle :**

- P : Prix révisé
- P<sub>0</sub> : Prix à la date de remise des offres – septembre 2021 puis issus de la dernière révision, le cas échéant
- MIG Ebiq : dernière valeur définitive connue de l'Indice Energie, biens intermédiaires et biens d'équipement, (site INSEE)
- MIG Ebiq<sub>0</sub> : dernière valeur définitive connue de l'Indice Energie, biens intermédiaires et biens d'équipements correspondant au mois de notification pour la première révision ou dernière valeur définitive de l'Indice utilisé pour les révisions suivantes (site INSEE)
- ICHT-IME: dernière valeur définitive connue de l'Indice du Coût horaire du Travail dans les Industries Mécaniques et Electriques, (Site INSEE).
- ICHT-IME<sub>0</sub> : dernière valeur définitive connue de l'Indice Coût horaire du Travail Révisé Tous Salariés dans les Industries Mécaniques et Electriques à septembre 2021 pour la première révision ou dernière valeur définitive de l'Indice utilisé pour les révisions suivantes (site INSEE).

Pour l'application de la formule de révision prévue au présent article, pour l'indice MIG EBIQ, l'identifiant est le n°010534841 sur le site de l'INSEE et pour l'indice ICHT-IME, l'identifiant est le n° 001565183 sur le site de l'INSEE.

Aucune autre formule de révision n'est acceptée ni applicable.

#### **Modalités de présentation de la révision des prix :**

La demande de révision des prix pourra intervenir à l'initiative soit du titulaire du marché soit du pouvoir adjudicateur.

##### **Les demandes de révision de prix à l'initiative du titulaire devront être adressées :**

- soit à l'adresse suivante (format recommandé papier) :

CHRU de Nancy - HOPITAL CENTRAL  
Direction des Achats  
Secteur des Marchés Publics  
29 Avenue du Maréchal de Lattre de Tassigny  
54035 NANCY

- soit à l'adresse mail suivante (recommandé électronique) : [marches.publics@chru-nancy.fr](mailto:marches.publics@chru-nancy.fr)

en respectant un préavis de 3 mois avant la date de début de la période de reconduction, pour l'application de la révision.

Le Titulaire du contrat adresse au CHRU de Nancy, un bordereau récapitulant les anciens prix et les nouveaux prix et présentant les pourcentages d'évolution successifs.

Le Titulaire adresse également dans sa proposition de révision de prix le détail du calcul expliquant celle-ci. Il justifie de la valeur des indices employés dans la formule en joignant l'extrait (capture écran par exemple) des valeurs d'indices concernés par la formule de révision et publiés par l'INSEE.

Le cas échéant, le pouvoir adjudicateur pourra transmettre 3 mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre l'état des indicateurs sur lesquels il se base pour demander une révision des prix à la baisse. Le titulaire devra fournir sa réponse dans un délai maximum d'un mois.

Le candidat communiquera dans sa réponse les coordonnées complètes du référent auquel faire parvenir la demande de révision de prix à l'initiative du pouvoir adjudicateur.

Par dérogation à l'article 10.2 du CCAG fournitures courantes et services, la valeur initiale du ou des indices ou index à prendre en compte ne correspond pas à celle de la date de remise de l'offre par le titulaire.

En cas d'arrêt d'un indice de révision des prix, celui-ci est substitué de plein droit par le nouvel indice prévu par l'INSEE pour remplacer l'indice arrêté, ou à défaut, l'indice le plus proche de l'objet du marché, dans le respect des dispositions du Code monétaire et financier.

Si un coefficient de raccordement est prévu pour la transition entre l'indice arrêté et le nouvel indice, il se verra appliqué de plein droit dans le présent marché.

Le CHRU de Nancy après vérifications des conditions de validité de la révision de prix, exposés dans le présent article signifie son accord au Titulaire.

Les nouveaux prix issus de la révision de prix seront applicables à compter de la date d'anniversaire du contrat, durant toute la période du contrat jusqu'à la révision suivante ou à son terme selon l'année d'exécution.

#### **14.6. OFFRE DE PRIX PROMOTIONNELLE**

Au cours de l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire peut, à son initiative, octroyer temporairement de nouvelles remises supplémentaires, sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. En particulier, il peut faire bénéficier l'établissement des prix et des offres promotionnelles qu'il est susceptible de proposer à l'ensemble de sa clientèle.

Il en informe préalablement, par courrier électronique à l'adresse suivantes : [marches.publics@chru-nancy.fr](mailto:marches.publics@chru-nancy.fr), la(les) personne(s) référente(s) désignée(s) par le CHRU de Nancy. Il donne toutes précisions utiles, telles que la durée de validité de la promotion et la désignation précise des articles / prestations concernés.

Les prix ou offres promotionnels sont appliqués aux commandes envoyées par les établissements durant la période de promotion, dans la mesure où ils conduisent à un montant de la commande inférieur à celui qui résulterait de l'application du tarif en cours dans le cadre du marché public.

A l'expiration de la période de promotion, les prix de l'accord-cadre, tels que fixés dans le dernier bordereau des prix unitaires validé, sont à nouveau applicables de plein droit.

## ARTICLE 15. MODALITÉS DE FACTURATION ET DE PAIEMENT

---

### 15.1. FACTURATION ELECTRONIQUE – PRINCIPES GÉNÉRAUX

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L 2192-1 à L 2192-7 du code de la commande publique.

Les titulaires sont dans l'obligation d'adresser leurs factures sous format électronique par l'intermédiaire du portail de facturation Chorus Pro mis gratuitement à leur disposition.

Le titulaire devra adresser ses factures selon l'un des modes de transmission proposé par Chorus Pro et suivre le traitement de ces dernières.

Pour de plus amples informations sur le fonctionnement de cette solution, le titulaire pourra se connecter sur le site d'information accessible à l'adresse suivante : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr>

En application de l'article D2192-2 du code de la commande publique, la facture électronique doit obligatoirement comporter les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, les références du contrat ou le numéro de l'engagement attribué par le système d'information financière et comptable du destinataire de la facture ;
- 5° La désignation du payeur, avec l'indication, pour les personnes publiques, du code d'identification du service chargé du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° L'identification, le cas échéant, du représentant fiscal de l'émetteur de la facture ;
- 11° Le cas échéant, les modalités de règlement ;
- 12° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Les factures comportent en outre les numéros d'identité de l'émetteur et du destinataire de la facture, attribués à chaque établissement concerné ou, à défaut, à chaque personne en application de l'article R. 123-221 du code de commerce.

Le titulaire est informé que l'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

## 15.2. MODALITÉS DE RÈGLEMENT DES COMPTES

### 15.2.1. PAIEMENT – PRINCIPES GÉNÉRAUX

Le paiement s'effectuera suivant les règles de la comptabilité publique dans les conditions prévues au CCAG. Il sera opéré par mandat administratif au compte courant du titulaire renseigné sur l'acte d'engagement. Les comptables assignataires chargés des paiements des établissements, sont les trésoriers des établissements bénéficiaires précisés sur l'acte d'engagement ou, le cas échéant, par voie d'avenant.

### 15.2.2. DEMANDE DE PAIEMENT

#### Remise de la demande de paiement :

Les commandes seront facturées, après l'admission des prestations, par application des prix unitaires HT fixés aux quantités réellement commandées / réalisées.

Facturation électronique :

Les factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes:

- le numéro SIRET qui identifie l'établissement en tant que destinataire de la facture : 200 042 166 00013

Libellé des fournitures : Produits de santé

Code service : PHARM

N° engagement : N° commande = PHARM xxxxx

Courriel : factures.PUI@chru-nancy.fr

Libellé des fournitures : Factures sans commandes initiales

Code service : DIV

N° engagement : Facultatif

Courriel : factures.DIV@chru-nancy.fr

## 15.3. CESSION DE CRÉANCE

Si le titulaire a recours à une société d'affacturage, les règlements ne pourraient s'effectuer qu'après la signature du certificat de cession de créance (NOTI6) par le CHRU de Nancy en autant d'exemplaire original que de comptable assignataire.

Le titulaire transmet les certificats de cession à la société d'affacturage qui les remettra à chacun des comptables des établissements bénéficiaires accompagnés d'un RIB.

## 15.4. DÉLAI DE PAIEMENT

L'article R. 2192-11 du code de la commande publique fixe le délai de paiement à 50 jours pour les établissements publics de santé.

Ce délai global de paiement court :

- à compter de la date de réception de la facture ou du dernier élément permettant le paiement par l'établissement ou
- à compter de la date d'exécution des prestations, lorsque la date de réception de la demande de paiement est incertaine ou antérieure à cette date.

Ces dates sont constatées par les services de l'établissement. A défaut, c'est la date de la demande de paiement augmentée de deux jours qui fait foi. En cas de litige, il appartient au créancier d'apporter la preuve de cette date.

Une suspension du délai de paiement pourra être prononcée jusqu'à l'établissement d'une facture conforme ou la production des pièces nécessaires manquantes, notamment dans les cas suivants :

- Erreur sur les prestations et/ou montants facturés,
- Modification de la raison sociale,
- Modification et/ou absence de domiciliation bancaire.

Par application de l'article L. 2192-13 du code de la commande publique, le retard de paiement donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement :

- d'intérêts moratoires : Conformément aux dispositions de l'article R. 2192-31 du code de la commande publique, le taux des intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.
- d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement fixée à 40 euros, par application de l'article D. 2192-35 du code de la commande publique.

### **15.5. ESCOMPTE(S) CONSENTI(S)**

Le fournisseur complètera l'annexe "DF\_Escompt" pour indiquer le (les) escompte(s) consenti(s) en cas de règlement anticipé.

## **ARTICLE 16. AVANCE**

---

Aucune avance n'est accordée pour cet accord-cadre.

## **ARTICLE 17. RETENUE DE GARANTIE**

---

Le titulaire est dispensé de la constitution d'une garantie.

### ARTICLE 18. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

---

#### Forme des notifications et informations :

Par dérogation à l'article 3.1 du CCAG fournitures courantes et services, \* La notification des demandes, décisions et informations qui font courir un délai est faite par tout moyen dématérialisé permettant de déterminer la date de réception.

#### Cette notification peut être faite :

- soit par le biais du profil d'acheteur :
- soit via messagerie électronique des parties :
  - à l'adresse mail du pouvoir adjudicateur : marches.publics@chru-nancy.fr
  - à l'adresse mail du titulaire, telle que mentionnée à l'acte d'engagement ;

En cas de groupement, la notification est faite au mandataire pour l'ensemble du groupement.

Lorsque la notification est effectuée par le biais du profil d'acheteur, les parties sont réputées avoir reçu cette notification à la date de la première consultation du document qui leur a été ainsi adressé, certifiée par l'accusé de réception délivrée par l'application informatique, ou, à défaut de consultation, dans un délai de 8 jours à compter de la date de mise à disposition du document sur le profil d'acheteur, à l'issue de ce délai.

### ARTICLE 19. PASSATION DES COMMANDES

---

#### 19.1. ÉMISSION DES BONS DE COMMANDE

Le marché s'exécutera au moyen de bons de commande, au fur et à mesure des besoins, émis par l'établissement bénéficiaire. Le délai de livraison/exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Le bon de commande comporte les informations suivantes :

- La référence au présent marché
- La désignation de la fourniture/prestation
- Les quantités commandées
- Le ou les lieux et la date de livraison/exécution
- Les prix unitaires H.T fixés au marché
- Le taux et le montant de la T.V.A
- Les montants HT et TTC de la commande

Le bénéficiaire s'engage à émettre des bons de commande selon les modalités figurant dans l'accord-cadre. Le bénéficiaire ne peut apporter de modifications substantielles aux caractéristiques de l'offre fixée dans l'accord-cadre, lors de leur émission.

Les bons de commande émis jusqu'à l'expiration de la période de validité de l'accord-cadre pourront voir leur exécution se prolonger au-delà de la date d'expiration de l'accord-cadre.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

### **Modalités de transmission :**

Les bons de commande peuvent être émis sous forme dématérialisée (courrier électronique, ou interface proposée par le Titulaire ou tout autre moyen permettant d'en donner date certaine).

En outre, le Titulaire est invité à développer l'interface par EDI (Echange de Données Informatisé) ou équivalent qui assure le niveau de sécurité attendu par les instances ministérielles en termes de passation de commandes.

## **19.2. LIVRAISON DES BOUTEILLES**

Le Titulaire propose au minimum 1 livraison par semaine. Le Titulaire est autorisé à en proposer plus.

Le Titulaire doit prévoir le personnel et le matériel indispensable en vue d'assurer la livraison dans des conditions satisfaisantes. Il est responsable des accidents matériels et corporels susceptibles de survenir à l'occasion de la livraison.

Le Titulaire doit prendre toutes les dispositions en matière de conditionnement pour que les fournitures soient correctement protégées des avaries, lors du transport et de l'expédition des produits, dans le strict respect de la réglementation en vigueur.

Il doit également mettre en oeuvre tous les moyens adaptés qu'il juge nécessaire pour une livraison en toute sécurité pour ses agents et les personnes environnantes sur le site de livraison (hayon, diable ou chariot adapté au transport de bouteilles...).

Lors de la livraison de bouteilles, elles sont déposées par le personnel du Titulaire du contrat dans le ou les local (locaux) prévu(s) à cet effet. L'accès à ce local est validé par chaque CHRU de Nancy. Le dépôt ne se fait en aucun cas sur la voie publique ou dans des zones accessibles au public.

Les voies et les moyens d'accès aux lieux de stockage sont déterminés conjointement par le CHRU de Nancy et le Titulaire.

Le mode de distribution et de comptage est effectué conformément aux usages de la profession. Les documents adressés aux CHRU de Nancy doivent permettre une gestion facile et rigoureuse du parc des installations et des conditionnements mis à disposition. Ainsi, les factures doivent permettre une identification aisée des différents fluides et conditionnements, ainsi que des différents types de contrat pour les prestations associées.

Les fournitures sont donc livrées le lendemain de la commande hors week-end et jours fériés, sauf exception acceptée par le CHRU de Nancy en début de contrat, sous réserve d'un respect par le CHRU de Nancy des conditions de commande signalées par le Titulaire. L'accusé de réception du fax ou mail du CHRU de Nancy fait foi pour déterminer la date du jour de commande.

## **19.3. DEPANNAGES**

### **19.3.1 DEPANNAGE NON PROGRAMME, NON URGENT**

Le Titulaire assure une solution de dépannage non urgent en fluides médicaux, qui n'a pas pu être programmé dans des livraisons hebdomadaires, en respectant des délais maximums indiqués dans l'Offre (annexes questionnaires techniques). Le caractère non programmé implique une livraison en dehors et précédant la tournée de livraison ordinaire habituelle.

Dans cette situation de demande expresse de besoin « non programmé et non urgent » exprimée lors de l'émission du bon de commande, le Titulaire peut facturer cette livraison hors tournée selon le tarif exprimé au BPU.

Il est cependant convenu par avance et accepté par le Titulaire que le CHRU de Nancy a droit à une livraison non programmé /an non facturée. Au-delà de ce nombre, le Titulaire facture de- facto le coût de cette livraison à partir de la 2ème livraison non programmée demandée par le CHRU de Nancy et conformément aux prix remis dans l'offre pour laquelle il s'est vu notifier le marché.

### **19.3.2 DEPANNAGE URGENT**

Le Titulaire assure une solution de dépannage urgent en fluides médicaux, qui n'a pas pu être programmé dans des livraisons hebdomadaires, en respectant des délais maximums indiqués dans l'Offre et inférieur à 24h. Le caractère « urgent » implique une livraison dans des délais raisonnables (week-end compris) et est exprimé lors de l'émission du bon de commande.

### **19.4. RUPTURE/VIGILANCE/RETRAIT**

En cas de rupture, d'impossibilité d'approvisionnement ou de mise en quarantaine lié à des motifs sécuritaires, le Titulaire doit proposer une solution de substitution afin de palier la période de rupture.

Le CHRU de Nancy est libre d'accepter ou non cette substitution. En cas de refus, le CHRU de Nancy peut commander un produit équivalent à un tiers et en faire supporter le surcoût et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de livraison...) au Titulaire jusqu'à la fin de la période de rupture.

## **ARTICLE 20. EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

---

### Lieux d'exécution :

Les horaires sont définis avec le CHRU de Nancy.

Le Titulaire doit pouvoir répondre à une éventuelle modification des besoins planifiés. En cas de besoin ponctuel au cours de la semaine, le Titulaire peut être amené, exceptionnellement, à effectuer des livraisons non programmés, facturé selon le tarif exprimé au BPU, et dont le délai est exprimé dans l'Offre.

Chaque livraison donne lieu à l'établissement d'un bordereau mentionnant au minimum la date, la nature des fluides livrés, leur quantité, le numéro de lot, date de péremption, le numéro des bouteilles livrées et la reprise éventuelle des emballages vides. Ce bulletin de livraison est remis à l'agent chargé de la réception ou dans une boîte de réception prévue à cet effet.

Dans la mesure où le Titulaire doit assurer, lors d'une livraison unique, l'approvisionnement de l'intégralité de la commande, il ne peut pas être facturé de frais de livraison, en cas de reliquat.

## **ARTICLE 21. DÉVELOPPEMENT DURABLE**

---

### Clause d'insertion sociale :

Les documents particuliers du marché ne prévoient pas que le titulaire réalise une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles.



## **ARTICLE 22. RESPONSABILITÉ ET ASSURANCES**

---

### **22.1. RESPONSABILITÉ**

La société assume la direction et la responsabilité de l'exécution des prestations. En conséquence, elle est seule responsable de tous les dommages que l'exécution des prestations peut causer directement ou indirectement

- à son personnel ou à des tiers,
- à ses biens, aux biens appartenant à l'établissement bénéficiaire ou à des tiers.

### **22.2. ASSURANCES**

Conformément à l'obligation mentionnée à l'article L1142-2 du Code de la Santé Publique, le titulaire, en sa qualité de producteur, exploitant ou fournisseur de produits de santé, à l'état de produits finis, est tenu de souscrire une assurance destinée à garantir pour sa responsabilité civile ou administrative susceptible d'être engagée en raison de dommages subis par des tiers et résultant d'atteintes à la personne, survenant dans le cadre de l'ensemble de son activité.

Le titulaire contracte les assurances couvrant sa responsabilité en matière d'accidents de travail. Le titulaire contracte également les assurances couvrant sa responsabilité civile, pour les dommages matériels et corporels pouvant être causés à l'acheteur et aux tiers lors de l'exécution de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ces contrats d'assurances, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

A tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

### **ARTICLE 23. RÉCEPTION, VÉRIFICATION ET ADMISSION DES FOURNITURES OU EQUIPEMENTS**

---

#### **23.1. RECEPTION DES BOUTEILLES**

A la réception d'une commande de gaz conditionné, une vérification par le CHRU de Nancy est effectuée. La livraison des fournitures est constatée par la signature d'un récépissé - transport ou d'un bordereau de livraison mentionnant la date, la nature des fluides livrés, leur quantité, le numéro de lot du gaz, le numéro des bouteilles livrées et la reprise éventuelle des emballages vides.

L'admission des fournitures des conditionnés est prononcée par le pharmacien responsable, le responsable Achat ou des services techniques ou leurs représentants, qui disposent de 15 jours à compter de la date de livraison pour accepter les fournitures.

#### **23.2. LIVRAISON, RECEPTION DE FOURNITURES ET INSTALLATIONS**

La livraison de la centrale de distribution doit s'effectuer dans les 2 mois à compter de la date de notification du marché. Un bon de commande sera émis par le CHRU de Nancy à destination du titulaire du marché.

En début de contrat, une vérification des installations de la centrale de distribution est réalisée par le CHRU de Nancy soit par une commission locale de surveillance des fluides médicaux soit par des agents habilités par la direction. Un procès-verbal de réception est signé par le Titulaire et le CHRU de Nancy. En cas de litige, ou de remarques ou de réserve nécessitant amélioration (n'étant pas du fait du CHRU de Nancy), le Titulaire doit tout mettre en œuvre pour solutionner au plus vite la problématique (délai maximum 1 mois). L'installation n'est alors réceptionnée qu'après résolution.

Si nécessaire, pendant la période d'installation, une installation provisoire est permise. Les modalités de mise en œuvre et de validation de cette installation sont vues avec le CHRU de Nancy et consignées dans un document validé entre les 2 parties, faisant office de validation technique. La télésurveillance n'est alors pas obligatoire sur ce type d'installation mais un protocole de garantie d'approvisionnement proposé par le titulaire doit être validé avec le CHRU de Nancy.

### **ARTICLE 24. GARANTIE**

---

Par dérogation à l'article 33 du CCAG fournitures courantes et services, la fourniture est garantie contre tout vice de fabrication ou défaut de matière à compter du jour de l'admission pendant le délai d'utilisation indiqué dans les emballages d'origine.

### ARTICLE 25. PÉNALITÉS ET PRIMES

---

Par dérogation à l'ensemble des trois points de l'article 14.1 et de ses 2 alinéas du CCAG-FCS, les pénalités sont applicables dès le premier euro et sont appliquées sans mise en demeure préalable, aucune exonération de pénalité ne sera appliquée, les pénalités sont calculées selon les modalités décrites plus bas.

Les montants des pénalités sont déduits des factures. Elles sont apparentes sur les factures dont les montants sont lisibles sur ligne de facturation dédiée à la pénalité.

#### **PÉNALITÉ DE RETARD LIVRAISON BOUTEILLES**

Lorsque le délai contractuel d'exécution est dépassé par le fait du Titulaire, celui-ci encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités calculées selon la formule suivante :

$P = V \times R$  dans laquelle :

P = Montant des pénalités

V = 250,00 € / jour pour la prestation bouteilles (jour ou heure entamé dû)

R = Nombre d'unités de retard

Les pénalités sont appliquées sans mise en demeure préalable, sur simple confrontation entre la date de livraison prévue et la date de livraison réelle.

#### **PÉNALITÉS DE NON-CONFORMITÉ AU CCTP**

La non-conformité s'entend :

- **SUR UNE COMMANDE :**

Lorsque l'établissement constate soit un défaut qualitatif ou comptable par rapport au bulletin de commande ou par rapport aux documents contractuel (hors retard).

La formule suivante est alors applicable :

Montant de la pénalité = nombre de lignes de commande impactées par la non-conformité x 15 €

- **SUR UNE FACTURATION :**

Lorsque l'établissement constate soit un défaut sur la facturation par rapport au Bordereau de prix, quantités facturées ou autres écarts.

La formule suivante est alors applicable :

Montant de la pénalité = nombre de lignes de facture impactées par la non-conformité x 15 €

- **SUR UN BORDEREAU DE LIVRAISON :**

Lorsque l'établissement constate une erreur sur le bordereau de livraison (ex : numéro de bouteille, de lot ou date péremption erroné ou absent) ou son absence.

La formule suivante est appliquée pour une erreur :

Montant de la pénalité = nombre d'erreurs x 10 €

La formule suivante est appliquée en cas d'absence du bordereau de livraison = 15 € par bordereau absent.

Le titulaire a la possibilité de transmettre, dans les 24h suivant la déclaration de l'établissement, un duplicata du bordereau de livraison évitant la mise en œuvre de la pénalité.

- **AUTRES PÉNALITÉS DE NON CONFORMITE AU CCTP :**

En outre des pénalités citées dans ce présent article, il est appliqué des pénalités de non-conformité au CCTP. Celles-ci concernent l'ensemble des points du CCTP, autres que ceux évoqués dans ce présent article. Le CHRU de Nancy constate et informe le Titulaire de ces points de non-conformité. Le Titulaire a quinze jours pour proposer ses actions de correction. En l'absence de réponse faite au CHRU de Nancy, il est appliqué au Titulaire une pénalité de 50 € par semaine pour les lots de fournitures de conditionnés. Les pénalités sont alors calculées à compter de la date d'envoi de l'information faite au Titulaire.

Les modalités d'envoi sont l'envoi postal ou la voie électronique, permettant la datation de l'envoi. La signature conjointe d'un procès-verbal de validation entre le titulaire et le CHRU de Nancy valide la résolution de la non-conformité.

- **PÉNALITÉS D'ENTREE ET DE SORTIE DE CONTRAT :**

Le Titulaire doit procéder à la mise en place des prestations et des livraisons de fournitures dans un délai de trois mois maximum à compter de la date d'exécution. Lorsque le Titulaire, de son fait, ne satisfait pas à ses obligations de délai de cette mise en place, celui-ci est passible d'une pénalité hebdomadaire calendaire de 350 €.

En fin de marché, le Titulaire procède au démontage et au retrait des installations en prenant toutes les dispositions permettant la continuité de services en accord avec le nouveau titulaire en fixant un rendez-vous. Lorsque le Titulaire, de son fait, ne satisfait pas à ses obligations de délai de retrait en dépassant les termes fixés par le rendez-vous, les prestations exécutées sont alors à la charge du Titulaire devant procéder au retrait.

- **PÉNALITÉS POUR UNE MAINTENANCE CURATIVE :**

Les délais d'intervention maximaux sont fixés dans le CCTP et/ou dans l'offre du candidat, pour la maintenance corrective.

En cas de retard sur les dates et heure d'intervention (Niveau 3 à 4 décrit dans CCTP), le Titulaire est passible d'une pénalité de retard, calculée comme suit, par dérogation l'article 14 du CCAG-FCS.

$P = 50 \text{ €} \times H$ , dans laquelle  $P$  = montant des pénalités,  $H$  = nombre d'heures de retard

Pour toute intervention de Niveau 4, décrit dans le CCTP, les dates et heure d'intervention sont arrêtées conjointement. En cas de retard, la formule suivante est appliquée :

$P = 150 \text{ €} \times J$ , dans laquelle  $P$  = Montant des pénalités,  $J$  = Nombre de jours de retard (chaque jour entamé est considéré comme dû).

## **ARTICLE 26. DISPOSITIONS APPLICABLES EN L'ABSENCE DE LIVRAISON**

En cas de refus ou d'impossibilité d'effectuer les livraisons, ou de retard de celles-ci, le titulaire pourra proposer un produit de remplacement, sous réserve que le prix du produit ne soit supérieur au prix fixé dans le cadre de l'accord-cadre initial.

En cas de désaccord, l'établissement se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcoût et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de gestion ...) au titulaire du marché jusqu'à la remise à disposition du produit.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

## ARTICLE 27. DISPOSITIONS APPLICABLES EN FIN DE CONTRAT

---

A l'expiration du contrat, et en cas de changement d'attributaire pour le contrat suivant, le Titulaire doit remettre en bon état d'entretien et de fonctionnement tous les matériels et les installations faisant l'objet du contrat de location avant transfert de cette prestation.

Il maintient cependant ces installations et la location des bouteilles, jusqu'à la date convenue d'un commun accord avec le nouveau Titulaire du contrat. Les deux fournisseurs mettent tout en oeuvre pour modifier les installations alimentant le réseau pour la date du nouveau contrat. Cela étant, si des délais supplémentaires sont nécessaires, le Titulaire du contrat assure la continuité de l'approvisionnement qu'il facture alors au CHRU de Nancy à l'identique du dernier prix d'achat (location mensuel, prix unitaire).

Dans ce cas, le CHRU de Nancy est habilité à rédiger un certificat administratif prolongeant la période de réversibilité du marché jusqu'à l'installation du Titulaire.

Cette période ne doit pas excéder trois (3) mois. Au-delà de cette période, un avenant est nécessaire sur présentation d'un accord tripartite entre le CHRU de Nancy, le Titulaire du présent contrat et du titulaire lui succédant.

## ARTICLE 28. DISPOSITIONS APPLICABLES EN CAS D'ARRÊT DE COMMERCIALISATION

---

En cas d'arrêt de fabrication ou de commercialisation de produits pendant la période d'exécution de l'accord-cadre le titulaire pourra proposer de fournir des produits de remplacement, même de technologie plus avancée, aux prix définis dans le cadre de l'accord-cadre initial.

En cas de désaccord, l'établissement se réserve le droit de commander un produit équivalent à un tiers et d'en faire supporter le surcoût et les frais annexes (ex : frais de dépannage urgent, frais de livraison ...) au titulaire jusqu'à la date fixée de résiliation du marché. Le titulaire ne pourra prétendre à être indemnisé du fait de cette décision de résiliation.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

Cette disposition s'applique sans préjudice de la possibilité pour le pouvoir adjudicateur de résilier l'accord-cadre, sans que le titulaire puisse prétendre à être indemnisé.

## ARTICLE 29. CAS DE RÉSILIATION

---

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

### Résiliation pour faute du titulaire :

Dans le cas notamment où l'établissement se verrait dans l'obligation de notifier deux avertissements constatant la carence, la non-exécution ou la médiocrité des prestations, le marché sera résilié unilatéralement aux torts du titulaire, après mise en demeure préalable, en application de l'article 41 du CCAG-FCS, sans que le fournisseur puisse prétendre à une indemnité.

Durant l'exécution des formalités de recherche d'un autre prestataire, en cas de résiliation du marché, l'établissement pourra faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations, aux frais et risques du titulaire, en application de l'article 45 du CCAG-FCS.

S'il n'est pas possible au pouvoir adjudicateur de se procurer, dans des conditions acceptables, des prestations exactement conformes à celles dont l'exécution est prévue dans les documents particuliers du marché, il peut y substituer des prestations équivalentes.

#### Résiliation pour motif d'intérêt général :

Le pouvoir adjudicateur peut également mettre fin à tout moment à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général à partir du moment où le prestataire perd la commercialisation du matériel proposé, et qu'une mise en concurrence est possible. Le prestataire ne pourra prétendre à aucune indemnisation.

Par ailleurs, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de résilier l'accord-cadre relatif à un lot, après la première année d'exécution, pour motif d'intérêt général, aux fins de se rattacher à un marché conclu par un groupement de commandes auquel l'établissement a adhéré. Le prestataire ne pourra alors prétendre à aucune indemnisation, par dérogation à l'article 38 du CCAG-FCS.

## **ARTICLE 30. EXÉCUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE**

---

Dans l'attente de la nouvelle livraison, l'établissement a toujours le droit, afin d'assurer la marche normale du service, de s'approvisionner auprès d'un autre fournisseur.

Après information écrite, le titulaire est tenu de régler l'excédent éventuel de dépense imputé, sur présentation de la facture correspondante et sans mise en demeure préalable, le cas échéant, sur les sommes qui peuvent lui être dues, sans préjudice des droits à exercer en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises à l'établissement.

## **ARTICLE 31. DIFFÉRENTS ET LITIGES**

---

La survenance d'un éventuel litige entre les parties ne dispense en aucun cas le titulaire de respecter ses obligations contractuelles au titre du présent marché. En particulier, elle ne l'autorise ni à interrompre l'exécution du marché, ni à suspendre cette exécution, ni à modifier la teneur de ses obligations.

Les parties s'efforceront de régler à l'amiable tous les différends relatifs à l'interprétation et à l'exécution du présent marché.

### **31.1. MÉDIATEUR INTERNE**

Le présent marché est conclu et est exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation, tout différend qui pourrait survenir relativement à sa validité, son exécution ou son interprétation.

Afin de faciliter cet objectif de rapprochement des points de vue, en cas de différend entre le titulaire et le bénéficiaire du marché, le titulaire peut, après avoir mis en œuvre les dispositions prévues au CCAG, recourir au médiateur interne du GHT Hôpitaux Sud Lorraine en complément des modes de règlement amiable des différends prévus au CCAG.

Le médiateur interne du GHT Hôpitaux Sud Lorraine, mis en place dans le souci d'instaurer des relations durables et équilibrées avec les fournisseurs, peut être saisi à l'adresse suivante : [mediateur@chru-nancy.fr](mailto:mediateur@chru-nancy.fr).

Le demandeur indique, dans sa saisine, le numéro du marché ainsi que, le cas échéant, le lot, concerné par le différend. Il décrit l'objet du différend et les démarches entreprises jusque-là par les parties pour s'efforcer de le régler à l'amiable. Il peut joindre toutes pièces utiles au soutien de la demande.

La durée de la procédure de médiation est fixée à deux mois à compter de la réception de la saisine sauf si les parties en décident autrement d'un commun accord. Le médiateur peut à tout moment considérer que la médiation a échoué, et en tout état de cause, si le délai fixé est dépassé. Il en avisera les parties.

Les échanges intervenus entre les parties en application de la présente clause de médiation sont confidentiels, sauf quand leur divulgation est nécessaire pour la mise en œuvre de l'accord trouvé par les parties.

### **31.2. TRIBUNAL COMPÉTENT**

La juridiction compétente en cas de litige, après tentative amiable entre les parties, est le Tribunal Administratif de Nancy, 5 place Carrière, CO 20038, 54036 NANCY Cedex.

## **PARTIE 8. DÉROGATIONS AU CCAG**

---

### **Dérogations applicables à l'ensemble des lots:**

Il est dérogé à l'article 3.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 4.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 10.2 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 14.1 du CCAG Fournitures Courantes et Services.

Il est dérogé à l'article 33 du CCAG Fournitures Courantes et Services.